

Economie, société, culture : la société en France dans la deuxième moitié du XXe siècle, cours 6

Introduction

La population française a radicalement évolué depuis 1945 : plus nombreuse, plus âgée également, elle a vu son niveau de vie s'élever de façon considérable au cours de la période. Pendant les Trente Glorieuses, elle entre de plein pied dans la société de consommation. Les Français deviennent majoritairement des urbains, et le secteur tertiaire devient le secteur économique le plus important, comme dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché. La modernisation de l'industrie et de l'agriculture est en marche. La période de crise, à partir du milieu des années 1970, est vécue par opposition avec l'âge d'or que constitueraient les trois décennies qui ont suivi la guerre. Pourtant, malgré l'accroissement du chômage et l'apparition d'une « nouvelle pauvreté », malgré le vieillissement de la population aussi, les grands phénomènes qui ont caractérisé la période précédente ne sont pas remis en cause.

I. LA DEMOGRAPHIE ET LES MIGRATIONS : DU « BABY BOOM » AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION FRANÇAISE ; MIGRATIONS INTERIEURES ET IMMIGRATION

Jusqu'au milieu des années 1960, la France connaît une forte natalité. Sa population s'accroît, et le pays fait en outre appel à des travailleurs étrangers. Puis, la natalité diminue fortement et la population française vieillit.

I.1 Le « baby boom »

A partir de 1942, la France connaît une reprise de sa natalité. Et jusqu'au milieu des années 1960, on observe une explosion des naissances : le taux de natalité demeure élevé 21‰ en 1946, 18 en 1964. C'est le « baby-boom ». Ce phénomène s'explique par une politique nataliste des différents gouvernements (allocations familiales, allocations prénatales, législation favorable au couple) et par une conjoncture économique favorable. Jusque dans les années 1960, la population française demeure jeune (les moins de 20 ans représentent plus du tiers de celle-ci en 1966). On compte, au début des années 1960, plus de 850 000 naissances annuelles ! D'autre part, la mortalité recule, du fait des progrès constants de l'hygiène et de la médecine. L'espérance de vie s'élève régulièrement : elle passe, en trente ans, de 62 à 69 ans pour les hommes, et de 62 à 76 ans pour les femmes. Et elle continue régulièrement d'augmenter. La forte natalité et l'augmentation continue de l'espérance de vie entraînent une augmentation de la population française : de 40 millions d'habitants en 1946, elle passe à 52 millions au milieu des années 1970. C'est le plus fort accroissement de population de l'histoire du pays. Et pourtant, l'arrivée de jeunes actifs sur le marché du travail ne suffit pas à répondre au nombre des offres d'emploi. C'est pourquoi la France fait appel à l'immigration au cours de cette période.

I.2 Le « baby crash »

Depuis 1964, la natalité diminue. Et à partir de 1974, l'indice de fécondité tombe sous le seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femmes en moyenne) pour se stabiliser aux alentours de 1,7. Ce retournement s'explique par plusieurs facteurs : l'évolution des mentalités tout d'abord (recul de l'âge du mariage et de l'âge au premier enfant). Le bouleversement de la place de la femme dans la société a également joué un rôle important dans cette évolution : malgré des inégalités persistantes de revenus entre les hommes et les femmes, les femmes, les en effet, les femmes sont de plus en plus nombreuses à faire des études et à occuper des postes de responsabilité, ce qui limite mécaniquement l'indice synthétique de fécondité. Enfin la libéralisation de la contraception a accompagné ce phénomène (loi Neuwirth en 1967, loi Veil en 1975, qui légalise l'interruption volontaire de grossesse, loi Roudy en 1982 qui assure le remboursement

de l'IVG par la Sécurité sociale). Comme par ailleurs l'espérance de vie continue de s'allonger (74 ans pour les hommes, 82 ans pour les femmes), la population française continue d'augmenter. Mais elle vieillit. Selon les estimations, les plus de 65 ans devraient représenter plus d'un français sur quatre en 2020. Depuis quelques années toutefois, la natalité semble marquer une légère reprise (on a pu récemment évoquer un « mini baby boom »). Mais le vieillissement global de la population pose des problèmes à la société française (gestion des dépenses de santé et financement des retraites), qui font l'objet de débats parfois contradictoires.

I.3 Les migrations intérieures et l'immigration

Au cours des premières décennies suivant la Deuxième Guerre mondiale, on peut parler d'un exode rural : la population urbaine représentait à peine plus de la moitié de la population française en 1945. Elle en constitue aujourd'hui les trois quart. Cette migration profite dans un premier temps aux régions très industrialisées. Mais avec la crise économique, on assiste à un renversement : les régions du Nord et de l'Est sont frappées par la crise des industries traditionnelles et deviennent répulsives (elles véhiculent une image négative : sous-emploi, friches industrielles, paysages marqués par le déclin économique). En revanche, les régions du Sud et de l'Ouest enregistrent des soldes migratoires positifs. Pour assurer sa reconstruction, la France a fait appel à des travailleurs étrangers : l'immigration se développe donc à partir de 1945, et s'accélère entre le milieu des années 1950 et 1974. En trente ans, la population étrangère passe de 1,7 à 4 millions de personnes (ce qui représente 7% de la population totale). L'origine de ces travailleurs immigrés change : dans les années 1960, Polonais et Italiens cèdent la place aux Espagnols, aux Portugais, puis aux travailleurs originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique sub-saharienne. À partir de 1974, l'immigration est officiellement interrompue en France, mais elle se poursuit néanmoins à un rythme plus faible (politique du regroupement familial, accueil de réfugiés, immigration clandestine). À partir de 1977, des politiques d'aide au retour sont mises en place. Les français ont longtemps su gré à la population d'origine étrangère d'accomplir les travaux les plus pénibles, dans l'industrie et le bâtiment en particulier. Toutefois, avec la crise des années 1970 et la montée du chômage, une certaine xénophobie se développe à l'égard des étrangers et des français d'origine étrangère. Des associations, comme SOS Racisme, voient le jour pour lutter contre le développement de ces comportements xénophobes ou racistes.

II. LES BOULEVERSEMENTS DE LA POPULATION ACTIVE

La population active française se transforme largement : le nombre d'agriculteurs ne cesse de diminuer, celui des ouvriers augmente dans un premier temps, puis recule. Le secteur tertiaire devient le plus important.

II.1 La fin des paysans ?

Les structures de l'agriculture sont bouleversées au cours des Trente Glorieuses : modernisation, mécanisation, utilisation massive d'engrais, augmentation des grands domaines malgré le maintien de petites exploitations. Au début des années 1960, l'Etat encourage le départ à la retraite des agriculteurs les plus âgés, afin de favoriser l'apparition d'entreprises agricoles modernes et compétitives, d'autant qu'en 1962, avec la mise en place de la PAC (Politique Agricole Commune) encourage la mise en place de méthodes de production intensives. La population agricole a donc chuté : l'agriculture représentait 35% de la population active en 1946, mais seulement 5% dans les années 1990 (autour de 3,5% aujourd'hui). L'exode rural, jusqu'au début des années 1980, est un phénomène majeur dans les campagnes françaises. Et la disparité demeure forte dans le monde rural entre les grands exploitants et la petite paysannerie, entre les structures modernes et les structures archaïques. Le « malaise » ressenti par de nombreux agriculteurs s'exprime par des mouvements de revendication ou de protestation (en particulier à l'encontre des règlements européens, ou pour réclamer à l'Etat des protections contre la concurrence étrangère).

II. 2 Les bouleversements du secteur industriel

Jusque dans les années 1960, on observe une forte augmentation de la population active industrielle : celle-ci représente 29% du total de la population active en 1946, 40% en

1968. On peut donc dire que la période des Trente Glorieuses représente l'apogée de la classe ouvrière. Les ouvriers voient leurs conditions de vie s'améliorer, bien qu'on observe un fossé entre les ouvriers qualifiés (« l'aristocratie ouvrière ») et les ouvriers spécialisés, en particulier les travailleurs à la chaîne. Mais à partir des années 1970, le nombre des ouvriers commence à diminuer fortement. La crise puis la restructuration des activités industrielles traditionnelles entraîne de nombreuses suppressions d'emplois, concernant en particulier les ouvriers non qualifiés, largement frappés par la montée du chômage. Des secteurs comme la mine, la sidérurgie, la construction navale et même l'automobile connaissent des licenciements massifs. A la fin de la période, l'industrie ne représente plus que 30% de la population active totale en France. Les grandes « citadelles » ouvrières ont quasiment disparu. La notion de « classe ouvrière » elle-même est remise en question. Mal représenté par des syndicats affaiblis, menacé par la précarité ou par les restructurations et les délocalisations, le monde ouvrier apparaît comme éclaté sur le plan géographique.

II. 3 La tertiarisation de la société

Le phénomène majeur de la période est la tertiarisation de la société française. Le secteur des services, qui représentait 34% de la population active en 1946, en occupe plus des deux tiers aujourd'hui (la barre des 50% est franchie au milieu des années 1970). A eux seuls, les employés représentent plus du quart de ce secteur. Les cadres (dont le nombre triple entre 1960 et 1990), les professions libérales et les fonctionnaires ont également connu une forte augmentation de leur nombre. Ainsi, le nombre de professeurs a largement augmenté, du fait de la massification de l'éducation. Les commerçants, qui ont souffert du développement des grandes surfaces, représentent également une partie importante de ce secteur. Le secteur tertiaire se caractérise par une grande hétérogénéité : il existe un gouffre entre le tertiaire supérieur et les activités de commandement, et les petites emplois de services mal rémunérés. Toutefois, l'importance de ce secteur témoigne que la France est bien rentrée dans une ère post-industrielle. Pendant la période de récession, il est notable que le tertiaire fut le seul secteur de l'économie à continuer de créer des emplois. Une autre caractéristique de la période est le développement du travail féminin (les femmes représentent aujourd'hui plus de 45% de la population active), en particulier dans le secteur des services : elles représenteraient plus de 75% de la catégorie des employés.

III. NIVEAU DE VIE, CONSOMMATION, URBANISATION

Le niveau de vie des Français ne cesse d'augmenter, malgré des inégalités persistantes. La France entre dans la société de consommation. Autre phénomène majeur, la population française devient majoritairement urbaine.

III.1 L'augmentation du niveau de vie

Le progrès social est, globalement, une des caractéristiques de la période. Il se traduit d'abord par une augmentation presque continue des revenus des Français : cette tendance s'amorce dans les années 1950 et s'affirme pendant la période des Trente Glorieuses. Selon les données de Jean Fourastié, ce progrès est généralisé : ainsi, pour une base 100 en 1950, le pouvoir d'achat d'un cadre bondit de 386 en 1962 à 1 061 en 1974 ; celui d'un ouvrier augmente de 298 en 1962 à 888 en 1974. Si l'écart de revenus se maintient entre les catégories sociales, le progrès du niveau de vie est quasi général. Les autres aspects de ce progrès social sont multiples. Tout d'abord, le développement de la protection sociale, dès l'après-guerre : Sécurité sociale, système de retraite et minimum vieillesse, allocations familiales, système d'assurance pour les demandeurs d'emploi. Cette protection sociale a cependant ses limites : à partir du développement de la crise économique, des hommes et des femmes de plus en plus nombreux en sont exclus. Enfin, le dernier aspect du progrès social se manifeste par la baisse du temps de travail : si celui-ci augmente jusqu'aux années 1960, la tendance s'inverse par la suite : abaissement de l'âge de la retraite, nouvelles semaines de congés payés, réduction de la durée hebdomadaire du travail, jusqu'au débat récent sur les 35 heures et sur la réforme des retraites. .

III. 2. Société urbaine, société de consommation

Avec les Trente Glorieuses, la société française devient une société de consommation et une société de citadins. Le taux d'urbanisation passe de 53% en 1946 à 75% dans les années 1980. Dans les décennies qui suivent la fin de la guerre, le développement de bidonvilles autour des grandes agglomérations incite l'Etat à mettre en place une vaste politique du logement : création des HLM (Habitations à Loyer Modéré) et des ZUP (Zones à Urbaniser en Priorité : il s'agit d'une procédure d'urgence destinée à créer plusieurs milliers de logements sur un même site) de 1969 au début des années 1970. Mais très vite, la construction de grands ensembles, tours ou barres (qui apparaissaient aux nouveaux habitants venus des bidonvilles ou des zones rurales défavorisées comme un progrès, dans la mesure où ils apportaient un confort nouveau : eau, chauffage, électricité) pose des problèmes. Les catégories les plus aisées les délaissent au profit de l'habitat pavillonnaire. Le problème de la dégradation des habitations collectives demeure permanent, d'autant qu'il s'accompagne d'autres problèmes, largement débattus au sein de la population : délinquance, insécurité, échec scolaire, etc. D'autre part, la société française entre de plein pied dans la consommation de masse : alimentation, habillement, produits électroménagers, automobile, loisirs et produits culturels sont largement consommés à partir des années 1960. Le confort moderne se répand (salle de bain, machine à laver, téléphone) et devient la norme, y compris dans la France rurale. Comme les ménages américains, les Français possèdent une première, puis souvent une seconde automobile (en 1946, un million de ménages français possèdent une automobile. Ils sont plus de 15 millions au milieu des années 1970. A la fin des années 1990, près de 80% des ménages disposent d'une voiture). Aujourd'hui, près de 100% des ménages sont équipés d'un réfrigérateur et d'une télévision couleur. De nouveaux produits apparaissent et connaissent un succès fulgurant (magnétoscopes, micro-ondes, lecteur CD, micro-ordinateurs). D'autre part, les nouveaux comportements de consommation perdurent : changement des habitudes d'achats (supermarchés, grandes surfaces), recours au crédit, développement de la publicité. Avec le vieillissement de la population, les dépenses consacrées à la santé et aux loisirs continuent d'augmenter. Quant aux jeunes, ils forment un marché de consommation dynamique (disques, cinéma, vêtements, jeux vidéo).

III.3 Les disparités sociales

A l'époque des Trente Glorieuses, la prospérité n'était pas partagée par tous. Certaines catégories étaient déjà exclues de la croissance, du progrès des revenus et de la consommation. On se souvient qu'en 1954, l'abbé Pierre lance son appel en faveur des sans-abris. Il existe à cette époque, en France, de véritables bidonvilles. Et certaines catégories sociales (travailleurs étrangers, retraités aux maigres revenus, paysans en difficulté...) demeurent en marge de l'enrichissement global associé à la période. Avec la crise, ces disparités deviennent plus criantes. Les effectifs du chômage passent de 1 million (1976) à 2 millions en 1982, puis dépassent la barre des 3 millions en 1993. Et malgré ses progrès, la France est confrontée au renforcement des disparités sociales : les français les moins favorisés (salariés agricoles, ouvriers et employés sans qualification, et plus encore ceux qui possèdent un travail précaire ou sont au chômage) ont peu ou pas accès à la consommation. Et ces dernières décennies ont vu apparaître une catégorie de français totalement exclus (« nouveaux pauvres », Sans Domicile Fixe (SDF) appelés autrefois « sans-abri »). On estime à environ 5 millions le nombre de Français vivant actuellement sous le seuil de pauvreté. Par ailleurs, près de 7 millions de personnes seraient touchées par le chômage ou la précarité. Au début de la décennie 2000, le chômage approche dans les pays la barre des 10% de la population active. Le chômage, l'exclusion, la « fracture sociale » deviennent des thèmes récurrents des campagnes électorales. Des organismes caritatifs, comme les « Restos du Cœur » créés par Coluche en 1984, tentent de soulager la misère des plus touchés. Mais leur existence même témoigne de l'ampleur du problème de la pauvreté.

IV. MENTALITES, PRATIQUES CULTURELLES ET CROYANCES

IV.1 L'évolution des mentalités

- La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par une révolution des mœurs, à laquelle la législation a dû s'adapter. L'affaiblissement de contraintes morales et religieuses traditionnelles est à l'origine de ce bouleversement. En premier lieu, la sexualité cesse d'être un tabou : les différentes lois sur la contraception, la mixité scolaire, la reconnaissance du concubinage, la facilitation du divorce, le recul de la censure dans les médias, l'affirmation du droit des femmes, puis celui des homosexuels, sont les manifestations de ce changement de mentalité. Toutefois, l'épidémie de SIDA, arrivée en France au début des années 1980, a semblé mettre un frein à cette libéralisation des comportements.
- Le deuxième phénomène majeur est le développement de la contestation au sein de la société française. La crise de mai 1968 représente une rupture dans ce domaine : elle met en évidence un rejet de l'autorité sous toutes ses formes : autorité parentale, autorité des enseignants, refus de la sélection au sein du système scolaire. Cette évolution est liée à l'arrivée à l'âge adulte de la génération du baby-boom. Cette contestation des jeunes prend également des formes de revendications politiques (idéologies **gauchistes**, pacifistes ou antimilitaristes) et de rejet de la société de consommation. Parallèlement, la place de la femme dans la société devient plus importante : les femmes représentent près de la moitié de la population active et revendiquent le droit d'occuper des emplois de responsabilité et de représentation politique, au même titre que les hommes, tout en dénonçant les inégalités qui subsistent entre les sexes.
- La crise des années 1970 et la montée du chômage et de la précarité entraînent cependant une nouvelle transformation des mentalités et des comportements : la préoccupation principale des français devient la recherche d'un emploi stable, d'un mode de vie agréable, et de la possibilité d'accéder à la consommation sous toutes ses formes. Ce repli sur soi, qualifié par certains de montée de l'individualisme, se manifeste également par la baisse de l'engagement politique, syndical et associatif, et par une **crise de la citoyenneté**. Toutefois, de nouvelles préoccupations apparaissent, comme le souci de la qualité de la vie et du respect de l'environnement, ce qui se traduit par l'émergence de mouvements **écologistes** dans le pays.

IV.2 L'avènement d'une culture de masse

- L'essor de la culture est tout d'abord l'affaire de l'Etat : le « droit à la culture » figure dans la Constitution de 1946 et dès 1958, la création d'un ministère des Affaires culturelles (sous la direction d'André Malraux) traduit le souci de développer la culture au sein de la société française. Cette volonté se manifeste par la création de foyers, de ciné-clubs, de maisons des jeunes et de la culture, de bibliothèques de quartiers. L'augmentation du budget de la culture, en particulier sous les ministères de Jack Lang (à partir de 1981), est également une constante. De même, les grands chantiers culturels se développent : Centre Pompidou, Cité des Sciences de la Vilette, musée d'Orsay, Opéra-Bastille, Grand Louvre, Grande Bibliothèque nationale de France. Le développement de la scolarité et l'allongement de l'enseignement est également un facteur du développement de la **culture de masse** : les enfants sont scolarisés de plus en plus tôt, et les collèges deviennent le lieu de l'enseignement de masse. Le baccalauréat, qui n'était obtenu que par 4% d'une classe d'âge en 1939, l'est par plus du tiers des jeunes dans les années 1980. Dans le même temps, le nombre d'étudiants passe de 100 000 en 1950 à plus d'un million dans les années 1980. Cependant, des problèmes importants demeurent, comme celui de l'échec scolaire et du manque de démocratisation dans l'enseignement supérieur, où les enfants d'ouvriers restent très minoritaires.
- Les médias jouent un rôle prépondérant dans la diffusion de la culture après la guerre : la radio et le cinéma, puis la télévision dont l'essor date des années 1960, en sont les principaux vecteurs. De même, on assiste à une démocratisation du livre (le livre de poche se développe à partir des années 1950). La presse fait également partie de ce mouvement, de même que les produits audio-visuels (le disque microsillons, puis les cassettes, laissent la place au disque compact dans les années 1980). Les nouveaux modes de diffusion de la culture (informatique, Internet, laser disque) prennent enfin le relais.
- Les pratiques culturelles des français se développent et se diversifient, grâce à l'augmentation du temps libre et du pouvoir d'achat. On observe une augmentation des **loisirs culturels** dans la société (sport, médias, bricolage, jardinage, jeux). De même, la multiplication des déplacements, pour des week-ends ou des voyages, est un aspect de cette évolution. Cependant, on peut constater des différences marquées entre les

catégories socioprofessionnelles : d'une manière générale, les cadres et les classes moyennes profitent plus du développement des pratiques culturelles que les ouvriers et les employés.

IV.3 La déchristianisation et l'évolution des pratiques religieuses

- Le trait majeur dans le domaine des pratiques religieuses est la poursuite de la déchristianisation : en 1980, si 85% des Français se déclarent encore catholiques, seulement 15% d'entre eux admettent une pratique régulière, contre plus du tiers en 1950. Ils sont également de plus en plus nombreux à ne plus tenir compte des recommandations de l'Eglise pour ce qui concerne leur vie privée, et en particulier leur approche de la sexualité.
- Les autres religions n'échappent pas à ce recul de la pratique : le protestantisme, qui cherche à s'ouvrir sur les autres religions (oecuménisme). Et le judaïsme, qui demeure le ciment de la communauté juive en France. Le recul de l'influence des religions n'empêche pas l'expression d'un besoin de **spiritualité**, au sein de la population. Celui-ci se manifeste par l'attrance récente d'une fraction des Français par des pratiques nouvelles (intérêt croissant pour le bouddhisme et les religions orientales) et par le développement des **sectes**.
- Enfin, l'Islam, devenue la deuxième religion de France, est à l'origine d'un débat récent sur la laïcité, et place le pays devant le problème des pratiques religieuses au sein d'une République laïque, en particulier à l'intérieur de l'école.

Conclusion

Les bouleversements économiques et sociaux qui ont transformé la population française ont-ils créé une société plus frileuse, plus repliée sur elle-même, individualiste ? Au début du XXI^e siècle, les ouvrages se multiplient, traitant du déclin de la France et des maux de sa société. Pourtant, la crise n'a pas remis en cause l'élévation global du niveau de vie, ni la consommation. Pourtant, l'augmentation de la scolarisation a élevé le niveau culturel des Français. Les femmes, sans avoir acquis l'égalité, ont vu leur place mieux reconnue. Mais confrontée au renforcement des disparités, à la mondialisation d'une économie qui lui échappe en partie, la société française semble repliée sur ses inquiétudes : précarité, pauvreté, problèmes liés au vieillissement de la population et insécurité.